

réformes annoncées

La publicité des égarements commis par des fonctionnaires de l'Etat, quel que soit leur niveau hiérarchique, permet aux citoyens d'avoir une appréciation différente sur le fonctionnement des institutions étatiques à travers la confirmation de l'application des principes universels qui édictent que «nul n'est au-dessus de la loi et que quiconque franchit les limites de la loi encourt une juste sanction».

Mais ne serait-il pas meilleur d'avoir le courage politique, dans l'intérêt de l'Algérie, de la République et de la démocratie, que d'aller franchement vers un régime parlementaire ?

Dans ce cas, le président de la République serait élu pour un mandat de cinq ans renouvelable par les membres du Parlement (APN et Conseil de la nation). L'élection du président de la République nécessitera, en cas de pluralité de candidatures, la majorité absolue des membres

du Parlement au premier et au second tour, et la majorité simple en cas de troisième tour. Ses pouvoirs seraient limités, et il ne pourra pas dissoudre l'Assemblée nationale. Ce système de présidence, dans un régime parlementaire, fait apparaître le rôle personnel et primordial du président de la République en termes de garant de la Constitution, de l'ordre républicain et démocratique, ainsi que son rôle prépondérant dans l'exercice d'une magistrature morale et politique, et notamment lors de crises gouvernementales, car il est éloigné des responsabilités et de la gestion directe des affaires publiques. Ainsi, le chef de gouvernement désigné par le président de la République, issu du parti majoritaire à l'APN, sera investi, avec les membres de son gouvernement, par la majorité absolue des membres de l'APN.

Le chef du gouvernement ainsi investi dirige le gouvernement en veillant à la cohésion et à la discipline de sa majorité parlementaire, tout en assurant l'exécution des lois et des nominations aux emplois civils et militaires.

Les partis politiques

Les partis politiques constituent aujourd'hui la base du système constitutionnel de notre pays. Cela n'a pas été toujours le cas. Au cours des trois premières décennies après l'indépendance, le régime constitutionnel était autoritaire et dictatorial ; le pouvoir politique avait fondé son action sur une idéologie unique, sur un parti unique, sur la violence, sur la division et l'exclusion.

C'est pourquoi les partis politiques sont parfois, encore, ressentis en tant que sources de discorde et d'anarchie. Mais il leur appartient d'agir pour qu'ils soient pleinement reconnus et pleinement intégrés dans la société. Cela suppose qu'ils opèrent leur mue, pour se poser en «intermédiaires indispen-

sables» dans l'expression des volontés politiques des citoyens dans un système de liberté et de démocratie apaisée. Les partis politiques constituent des associations composées de femmes et d'hommes «libres», autour d'un leader et d'un programme, afin d'entreprendre des

actions politiques, indispensables dans un système démocratique, pour rassembler et unir des électeurs en groupes organisés, capables d'agir politiquement et pacifiquement, au sein des institutions démocratiques, pour exercer une influence efficace sur la vie de l'Etat. C'est ainsi, et seulement ainsi, qu'ils deviendraient de véritables espaces d'intermédiation entre les citoyens et les institutions politiques de l'Etat, pour influencer sur les décisions et les mesures mises en œuvre par le Pré-

sident, le gouvernement ou le Parlement. Les partis politiques sont donc un facteur déterminant du processus démocratique. Aussi, la fondation d'un parti politique doit être libre. Ainsi, l'article 18 de la loi sur les partis politiques doit être abrogé. Celui-ci dispose que «le congrès constitutif, pour être valablement réuni, doit être représentatif de vingt-cinq wilayas au moins. Il doit réunir entre 400 et 500 congressistes, élus par 2 500 adhérents au moins, résidant dans 25 wilayas au moins, sans que le nombre de congressistes soit inférieur à 16 par wilaya et celui des adhérents inférieur à 100 par wilaya». Ces dispositions sont administratives, bureaucratiques et tatillonnes. Il n'est pas normal d'utiliser des dispositions de la loi pour empêcher des partis politiques d'exister. L'article 18 de la loi sur les partis politiques doit être reformulé en vue de permettre aux partis politiques d'activer librement et de participer à tous les rendez-vous électoraux. Toutefois, la loi doit prévoir les cas de refus d'octroi d'agrément, de dissolution ou de suspension d'activités. Ainsi, les partis politiques :

- 1- qui d'après leurs buts, leurs actions ou l'attitude de leurs militants ou adhérents, qui cherchent à porter atteinte à la Constitution et à l'ordre républicain et démocratique ;
- 2- qui ne respectent pas les dispositions de la loi sur les partis politiques ;
- 3- qui ne respectent pas les dispositions du code électoral ;
- 4- qui ne disposent pas d'un minimum de 400 militants en permanence ;
- 5- qui ne disposent pas d'un siège permanent ;
- 6- qui ne respectent pas les principes démocratiques dans leur organisation et dans leur fonctionnement ;
- 7- qui ne rendent pas compte publi-

quement de la provenance de leurs ressources et de leur utilisation, peuvent être suspendus, dissous ou interdits, par une décision de justice, saisie par l'autorité compétente, mais en aucun cas par une décision administrative.

De même que l'Etat doit prévoir un système de financement des partis politiques qui ne se baserait pas uniquement sur le nombre d'élus à l'Assemblée nationale, mais aussi sur le nombre d'électeurs qui se seraient prononcé en leur faveur. A charge pour l'Etat d'inclure le contrôle des finances des partis politiques dans l'article 170 de la Constitution, qui institue la Cour des comptes chargée du contrôle des institutions de l'Etat, des collectivités locales et des services publics. La Cour des comptes doit obligatoirement organiser la publication de son rapport annuel et le diffuser largement, tout en le rendant disponible pour tout citoyen qui désire le consulter.

Le régime électoral

Le régime électoral influe considérablement sur la vie politique d'un pays, en traduisant les suffrages exprimés lors d'une élection en résultats, c'est-à-dire en sièges remportés par les candidats et les partis politiques. Ainsi, le régime électoral doit permettre la plus large représentation possible de toutes les forces politiques en présence pour promouvoir une véritable démocratie apte à relever les défis qui ne manqueront pas de surgir, tout en permettant la plus large participation des citoyennes et des citoyens.

En fait, le système électoral est déterminant pour le régime politique choisi. Il est de première importance pour les questions de gouvernance. La confiance exprimée par les citoyens en ce qui concerne le régime électoral adopté permet de mieux crédibiliser, et de mieux légitimer un système politique ainsi que toutes ses institutions. L'objectif de toute révision du régime électoral serait de veiller à ce

que les Algériennes et les Algériens puissent exercer, en toute liberté et en toute transparence, les droits fondamentaux que leur confère la Constitution et les lois de la République et notamment leur droit de se porter candidats à toutes les élections. Dans le cadre de la révision du code électoral, certaines modifications pourraient être introduites. Il s'agit des articles 82 et 109 – l'un concerne l'élection communale et l'autre l'élection législative – qui doivent être abrogés.

En effet, ces articles disposent que pour participer à une élection législative, un parti politique doit avoir obtenu au moins 4% des suffrages exprimés, répartis sur 25 wilayas au moins, sans que les suffrages obtenus soient inférieurs à 2 000 suffrages exprimés. Soit avoir obtenu 600 élus d'assemblées locales ou nationales repartis sur 25 wilayas au moins sans que ce chiffre soit inférieur à 20 élus par wilaya. Si un parti politique agréé ne remplit pas l'une de ces deux conditions ou si un parti politique participe pour la première fois aux élections, sa

candidature doit être appuyée par 3% de signatures d'électeurs inscrits. Quand la circonscription électorale est la wilaya, ces dernières signatures doivent être réparties sur plus de la moitié des communes de la wilaya, sans que ce nombre soit inférieur à 3% des électeurs inscrits dans chaque commune. Les signatures recueillies sur des imprimés fournis par l'administration doivent toutes être légalisées par un maire, un notaire ou un huissier de justice. Ces signatures légalisées doivent être certifiées par le président de la commission administrative électorale territorialement compétente, qui procède au contrôle des signatures en exigeant la présence physique d'au moins 5% du nombre des signataires. En conséquence, si un parti souhaite participer aux élections législatives et présenter des listes dans les 48 wilayas, il devra appuyer ses candidatures d'au moins 540 000 signatures et 27 000 signatures au contrôle, sur un corps électoral de 18 000 000 d'inscrits environ. Rappelant que pour les élections présidentielles, le candidat doit appuyer sa candidature soit par 75 000 signatures, réparties sur 25 wilayas au moins, et de 1 500 signatures au moins par wilaya, soit par une liste comportant au minimum 600 signatures de membres d'assemblées communales, de wilaya ou parlementaires, et réparties au moins à travers 25 wilayas. Ainsi, il apparaît qu'il est plus aisé de se présenter aux élections présidentielles que de se présenter aux élections législatives. Faut-il rappeler qu'au cours des deux dernière élections présidentielles,

plus de la moitié des candidats n'ont pas pu réunir les signatures exigées par la loi. D'autre part, il serait utile de modifier l'article 102 du code électoral qui dispose que «les listes qui n'ont pas obtenu au moins cinq pour cent (5%) des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges». Ce dernier taux pourrait être abaissé à 2%. Ce qui permettrait une plus grande et plus large représentation à l'Assemblée nationale. L'on peut

conclure que toutes ces réformes annoncées seraient inopérantes si elles ne permettaient pas de :

- instaurer une démocratie paisible et participative ;
- garantir un gouvernement stable et efficace ;
- assurer une large participation des citoyennes et des citoyens ;
- faciliter une large représentation des courants politiques ;
- soutenir les partis politiques par un système de financement adéquat ;
- encourager l'opposition qui reste le principal contre-pouvoir ;
- rechercher les consensus indispensables pour que se rétablisse la nécessaire confiance entre les gouvernants et le citoyen, par une révision constitutionnelle judicieuse, un régime électoral ouvert, une loi sur les partis politiques permettant l'expression la plus large et, enfin, tenir des élections équitables, transparentes et fiables.

A. S.

* Ancien membre du CNT